KASBAS BERBÈRES

DE L'ATLAS ET DES OASIS

avec la collaboration du



HENRI TERRASSE

KASBAS BERBÈRES

DE L'ATLAS ET DES OASIS

Les grandes architectures du Sud marocain

DESSINS DE THÉOPHILE-JEAN DELAYE

PRÉFACE DE SALIMA NAJI

ACTES SUD / CENTRE JACQUES-BERQUE

PRÉFACE

HENRI TERRASSE (1895-1971)

Historien, agrégé de l'université et docteur ès lettres, héritier de l'Ecole française d'archéologie, Henri Terrasse[1] appartient à une génération exigeante qui a le sentiment de découvrir un sol vierge sur lequel elle a autorité et dont elle voudrait bien décider du développement. Fidèle au credo des *Paroles d'action*[2] du maréchal Lyautey, Henri Terrasse vient compléter la ruche de ces hommes cultivés et ambitieux qui nourrissent la part culturelle du protectorat. En 1923, deux ans après avoir été nommé au Maroc, il devient professeur d'histoire de l'islam et de l'art musulman à l'Institut des hautes études marocaines (IHEM), puis maître de conférences d'histoire de l'art musulman en 1933, avant d'être choisi, en 1935, pour prendre la direction du service des Monuments historiques du Maroc. Directeur en 1941 de l'IHEM, il cumule aussi la chaire des études d'archéologie et d'art musulman de la faculté d'Alger en 1945, trois charges prestigieuses qu'il conservera jusqu'à l'Indépendance.

Soucieux de la reconnaissance de son œuvre, il ne cessera de se proposer aux fauteuils vacants de l'Académie où il sera élu en 1953. Docteur *honoris causa* de l'université d'Oxford,

---

1. Nous renvoyons à la "Notice sur la vie et les travaux de Henri Terrasse" rédigée par Henri Laoust, in *Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1981, vol. 125, n° 1, p. 132-150, et à la bibliographie de ses travaux rassemblés par Lucien Golvin dans "Henri Terrasse (1895-1971)", in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 1972, vol. 12, n° 1, p. 7-21. La notice nécrologique que Jean Hubert, président de séance de l'Académie, présente quelques jours après son décès donne aussi la mesure de ce que représentait cet homme dans les arcanes de la pensée académique à la fin de sa vie : "Allocution à l'occasion de la mort de M. Henri Terrasse, académicien libre non résidant, 22 octobre 1971", *Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, année 1971, vol. 115, n° 3, p. 592-595.
2. Louis Hubert Gonzalve Lyautey, *Paroles d'action*, Paris, Imprimerie nationale, 1995.

membre de diverses académies mondiales, il est sensible aux honneurs et témoigne d'une période où certes l'on travaille avec acharnement, mais où l'on n'oublie pas de mener une carrière entre la métropole et la colonie. Elève du grand historien d'art médiéviste Emile Mâle et de Charles Diehl, meilleur spécialiste de l'Empire byzantin de sa génération, Henri Terrasse sera attiré par l'histoire de l'art islamique, notamment celui de l'Espagne musulmane, consolidant bientôt, après Georges Marçais, ce concept nouveau "d'Occident musulman", espace englobant les deux rives de la Méditerranée avec, aux côtés des pays du Maghreb, l'Espagne et la Sicile. Tous ses ouvrages de maturité vont ainsi lui permettre d'apparaître comme celui qui recréa le pont culturel entre l'Espagne et le Maroc. Sa nomination en 1957 comme directeur de la Casa de Velázquez de Madrid[1], prestigieuse maison à la fois Académie de France et Ecole française de recherche en terre ibérique, qu'il va réinstaller et accompagner jusqu'à l'âge de la retraite (1966), ne surprend pas : elle clôt un cycle d'échanges et d'ouvertures, tourné vers une connaissance des arts islamiques de l'Occident dont il a été un grand précurseur. Il parvient à terminer sa carrière avec brio, tandis que la plupart de ses anciens collaborateurs, congédiés de leurs fonctions par l'Indépendance, prolongent leur mandat au Maroc ou s'enlisent en Europe.

Henri Terrasse réunit ici pour la première fois un "ensemble cohérent" d'architectures appartenant au Nord de l'Afrique, qu'il s'emploie à célébrer parce qu'elles sont, souligne-t-il, méconnues et méjugées. Racontant leur découverte progressive pendant la conquête coloniale, il rassemble ainsi les "membres épars de la plus ancienne architecture de la Berbérie" englobant les édifices du M'Zab et ceux de l'Aurès ou de la Kabylie (Algérie), les demeures de Tozeur et de Nefta (Tunisie), et enfin les traditions constructives du Maroc présaharien. Ce sera l'objet de son étude : présenter chacune des écoles du Sud marocain en tâchant de leur rendre leur importance au regard de l'histoire. Il rappelle d'abord le regard dédaigneux porté au début sur ces "humbles" : "parents pauvres" privés de vraies désignations, semblant "sans grand intérêt", indigentes constructions campagnardes, "banales et rudimentaires", "provinciales" ; il dénonce "l'inconscient mépris" qui au départ empêcha de voir leur vraie grandeur. Pourtant, cette reconnaissance, qui passe par un livre d'art très étudié et très soigné, néglige la spécificité intrinsèque de ces "diverses écoles d'architecture".

Discours paradoxal que ce texte, présentant en effet une architecture arrêtée dans des temps archaïques et restant néanmoins fasciné par la beauté poignante, presque mystérieuse,

1. Jean-Marc Delaunay, *Des palais en Espagne. L'Ecole des hautes études hispaniques et la Casa de Velázquez au cœur des relations franco-espagnoles du XXe siècle (1898-1979)*, Madrid, Casa de Velázquez, 1988. La Casa de Velázquez, qui fut inaugurée par le roi Alphonse XIII le 20 novembre 1928, fut complètement terminée en 1936, année même où commençait la guerre civile espagnole : bombardée et incendiée dès les premiers jours des combats, la bibliothèque, les archives, le mobilier furent entièrement détruits. Elle fut donc transférée à Fès, au Maroc, avant de revenir en octobre 1939 à Madrid où, progressivement, il fut décidé de rétablir l'ancien édifice. Les travaux furent achevés et inaugurés en 1958 sous la houlette de H. Terrasse.

de sites que les beaux daguerréotypes sépias viennent magnifier au fil des pages. Repoussant assez vite l'hypothèse d'une parenté avec le "pays noir" pourtant évoqué, il y échafaude une théorie très discutable d'origines toutes exogènes où les filiations sont énumérées en cascade :

> "L'architecture qui vit encore aujourd'hui dans les oasis marocaines était, à la fin du XIII[e] siècle, entièrement formée. Elle avait gardé les tours et les murs obliques que l'Egypte ancienne répandit aux confins du désert en Asie et en Afrique. Rome lui avait donné tous les plans de ses édifices. L'Islam enfin l'ornait des décors géométriques qu'il avait reçus de la Mésopotamie et de la Perse. Toutes les civilisations qui ont marqué le monde berbère ont laissé leur trace dans l'architecture des oasis[1]."

Cette synthèse trop parfaite d'une histoire désirée de l'architecture berbère montre les derniers engouements des années coloniales pour cette région du monde et trahit en même temps les hésitations des savants et leur incapacité à restituer convenablement une architecture dont sont systématiquement niées les origines propres. Invitant à parcourir un inventaire de formes connues, il présente une sorte d'encyclopédie des grandes civilisations, qui se seraient succédé en Afrique septentrionale et qui auraient apposé leur "marque" sur les territoires. A l'image des pages d'un catalogue, des correspondances visuelles sont suscitées, entre certaines architectoniques du Sud marocain et des édifices antiques considérés alors comme majeurs. Et pourtant, le "pittoresque", la singularité du local, frappe le lecteur, à chaque page. L'Afrique, implicitement indiquée au détour d'une phrase, est aussitôt minorée : elle est la grande absente de cette étude. Pour cette génération, ce continent n'a pas d'histoire. L'Afrique n'est pas encore considérée en effet comme porteuse de civilisation parce qu'elle ne posséderait, à leurs yeux, aucun monument digne de ce nom. Le discours sur les matériaux de construction (clivage pierre/terre crue) est, à cet égard, emblématique d'une lecture sous-tendant un vide civilisationnel. Pour toute cette génération, la civilisation s'incarne dans la pierre, le raffinement visible des mises en œuvre ou encore dans le décor, cette "grammaire de l'ornement[2]". Le mot "décor" appartient à l'esthétique occidentale dite des Beaux-Arts, qui distingue alors les arts majeurs (peinture, sculpture, architecture) des arts mineurs (l'ornement des arts appliqués, le mobilier, l'orfèvrerie, etc.). Le mot renvoie à cette ancienne méthode qui consistait à découper les productions culturelles en catégories détachées du fond culturel qui les a produites, mais aussi

---

1. Ici p. 79.
2. L'ouvrage à succès d'Owen Jones, *The Grammar of Ornament*, (1856) a été un instrument de diffusion des cultures "autres" par l'ornement. Il montre la perception d'une époque éprise de maniérisme et fascinée par l'épigraphie, les motifs, le "décor". Pour celle-ci, la conception ornementale est première et indicative d'un degré de civilisation. Un peu plus tard, *Questions de style. Fondements d'une histoire de l'ornementation*, 1893, d'Aloïs Riegl, paraissait en allemand, posant le problème des origines des motifs végétaux et de l'arabesque, de l'Egypte pharaonique à l'époque romaine, jusqu'à l'art islamique.

de leur usage[1]. Fidèles à la théorie évolutionniste, les premiers ethnologues européens qui découvrent "l'art" des peuples non occidentaux s'intéressent en effet avant tout à l'ornement, le considérant comme l'œuvre première du "primitif", celle qui va, à leurs yeux, du plus simple au plus élaboré, du figuratif à l'abstrait, mais une abstraction toujours décorative. Plus une bâtisse est austère, et plus elle leur semble primitive. Moins un lieu possède de décor, plus il paraît archaïque. L'architecture en pisé est, certes, monumentale mais reste, pour eux, une sous-architecture faite de "boue". Elle incarne une civilisation altière oubliée, désormais en pleine décadence, ce qu'il resterait d'un passé très "dégradé" : les pâles vestiges d'un temps définitivement perdu.

L'ARCHÉTYPE D'UNE FORME ARCHITECTURALE : NÉO-KASBAH ET POST-KASBAH

La postérité de cet ouvrage est manifeste dès la lecture du titre : *Kasbas berbères de l'Atlas et des oasis, les plus grandes architectures du Sud marocain.* Ce sont ces pages qui ont forgé la réputation des sites et qui ont permis, d'abord à la vallée du Dadès, de connaître l'essor touristique que l'on sait ; ensuite au mot "kasbah[2]" d'être attaché à un topos touristique. Il est intéressant de noter ce choix paradoxal d'un mot arabe *kasba* (ou *kasbah*) pour une architecture berbère. Pour le titre tout du moins, il ne choisit pas la terminologie locale des travaux des premières reconnaissances (Foucauld, Laoust, Montagne) de *tighremt* ou de *tagadirt* selon les régions. Il note bien cependant que *"kasba"* est un terme d'introduction récente réservé aux demeures des grands caïds enrichis qui ont pactisé avec la France et que les autres châtelets décorés de petits *amghars* (chefs) reçoivent une même influence citadine, comme l'avait bien exposé Robert Montagne :

> "C'est à la faveur de ce développement du pouvoir personnel des petits chefs berbères qu'apparaît et se perpétue la tradition d'un art architectural autochtone. Dans le Haut-Dra et le Dadès, surtout, pays d'élection des «amghars» qui s'imposent aisément à de pacifiques agriculteurs, beaucoup de maisons de petits chefs et de notables sont artistement ornées et décorées. La plupart de ces «tighremts» (diminutif d'«ighrem", forteresse) dérivent du type primitif de l'enclos carré, flanqué de deux ou quatre tours. On peut d'ailleurs distinguer d'une part des constructions faites selon les règles anciennes — ce sont les plus élégantes et les plus variées —

1. Voir "Esquisse d'esthétique berbère", *in* Salima Naji, *Art et architectures berbères (Atlas et vallées présahariennes)*, Aix-en-Provence/Casablanca, Edisud/Eddif, 2001, p. 185-191.
2. Pour orthographier ce mot qui possède diverses transcriptions, nous avons opté pour celle utilisée couramment aujourd'hui au Maroc et non l'orthographe coloniale du mot (*kasba* ou *casbah*) ni non plus sa transcription plus scientifique *(qasbah)*. De même, pour alléger la lecture du texte, nous avons choisi le terme de *ksar* (pl. *ksours*) et celui d'*agadir* (pl. *igudars*) transcris au pluriel avec un s sans respecter les pluriels des formes vernaculaires.

> et d'autre part des maisons fortifiées plus lourdes, dont la technique se rapproche de celle qui est en usage dans les villes et atteste ainsi de l'influence croissante du Makhzen et des grands caïds, sensible surtout depuis vingt ans [1910]. A côté des chefs temporels s'établissent aussi les chefs religieux. Descendants de la famille du Prophète ou de grands saints du pays, ils jouissent d'une situation privilégiée dans la société berbère. Les uns se laissent attirer par les profits de l'action politique ; ils entrent au service des grands caïds et du Makhzen, construisent des kasbas et dominent les tribus ; les autres suivent la tradition de leurs ancêtres et se confinent dans le rôle d'intermédiaires entre Dieu et le peuple…[1]"

Ainsi tout archéologue qu'il est, il n'inverse pas la tendance pour son titre et utilise opportunément, par souci de "réclame", un terme à la mode qui touche le grand public et qui a perduré jusqu'à nous au point de disqualifier définitivement le terme vernaculaire. Henri Terrasse choisit d'ailleurs de l'orthographier différemment de *casbah*, mot orientaliste forgé en Algérie et qui ne renvoie pas au même imaginaire. Il utilise la même transcription que Robert Montagne et fait tomber le "h" terminal *(hamza)*, lequel sera rapidement recouvré cependant pour le conserver définitivement. Les "kasbas berbères" ainsi décrites font directement référence au Sud marocain au point d'être plus connues que les kasbahs ismaëliennes antérieures dont la fonction était plus militaire que prestigieuse.

Depuis, comme les palais des maharadjahs du Rajasthan indien convertis en *heritage hotels*, à l'instar des *paradores* espagnols qui transformèrent les vieux cloîtres, les monastères abandonnés et autres castels en destinations touristiques de prestige, les kasbahs marocaines sont devenues des "maisons d'hôtes", absorbées dans une stratégie tendant à rentabiliser ces sites pour les mettre au service de la promotion d'un produit touristique local. Beaucoup d'entre elles ont donc été sauvées de la disparition par le tourisme de luxe dans la dernière décennie du XXe siècle. Très récemment encore, non sans nostalgie et avec un certain maniérisme, les formes archétypales de la kasbah sont utilisées comme repères identitaires. Au moment de la disparition de cette architecture traditionnelle par l'abandon progressif de sa fonction et de son mode constructif, il est intéressant d'évoquer cette actualité de la kasbah, promue par Henri Terrasse et sa génération, qui offre un autre éclairage sur un objet au destin singulier.

Très tôt, la "kasbah berbère" séduit au point que d'aucuns la transposent, à la demande d'une clientèle expatriée à Marrakech, pour des demeures particulières. Ainsi en est-il de la luxueuse résidence commandée par l'Américaine Mrs Taylor, dès 1923, à l'architecte Poisson.

---

1. Robert Montagne, *Villages et kasbas berbères. Tableau de la vie sociale des Berbères sédentaires dans le Sud du Maroc.* Paris, Félix Alcan, 1930, p. 11-12. Voir aussi les commentaires des planches 56 à 76. Certains clichés sont de Henri Terrasse chaleureusement associé, ainsi qu'il l'explicite dans l'avant-propos, page 9 : "Presque toutes les photographies qui composent ce recueil ont été recueillies au cours de nos tournées en tribu. Notre ami Henri Terrasse, professeur à l'Institut des hautes études marocaines, à qui nous devons d'ailleurs les vues de l'Asif Nefis et de Tagontaf, a bien voulu nous aider de son expérience pour mettre en œuvre nos clichés ; nous sommes heureux de lui exprimer ici nos sentiments d'affectueuse reconnaissance."

Dotée d'un double patio islamique, elle ne rappelle les augustes citadelles du Dadès que par le détail des superstructures en merlons incisés et par son imposante tour de béton peint mimant celles du grand Sud. Elle inaugure une architecture régionaliste, commanditée d'abord par des excentriques, souvent déracinés, désireux de revisiter des particularismes locaux qui les fascinent. La démarche consiste à assurer une distinction capable de rendre explicite un nouvel enracinement. Au départ, les créations coloniales reposent sur des histoires de vie, et la manipulation des productions symboliques qui en découle exprime cette nouvelle identité et s'incarne généralement dans la villa.

La villa-atelier du peintre Jacques Majorelle, construite par Sinoir en 1931, est ainsi porteuse de ce même paradoxe : appartenir à l'extérieur ("la métropole") et à l'intérieur ("l'outre-mer" spécifique) du lieu où elle fut édifiée. Ainsi, elle puise aux principes de l'architecture art déco en vogue à ce moment-là : son rationalisme, ses lignes pures expriment un jeu formel hérité du Bauhaus, que vient souligner son toit débordant. La douceur de la main courante, les détails des ouvertures traitées à la manière du grand Mallet-Stevens voudraient rappeler l'avant-garde. Et pourtant, le traitement des abords et des intérieurs – une pergola haute et légère qui double la façade sud, le choix des couleurs vives qui l'habillent dans un jardin soumis à de multiples influences – transforment radicalement cet objet de la modernité. Aussi ne peut-on opposer la villa-atelier à la tour éponyme fameuse, mais plutôt les rapprocher l'une de l'autre. C'est ainsi que, dès 1924, Majorelle fait construire un *borj* (tour) en terre crue, réplique à peine transformée des tours de pisé observées lors de ses pérégrinations dans l'Atlas. Le *borj* Majorelle, haut de 22 mètres, signalait ainsi depuis l'extérieur les qualités de décorateur du fils de l'ébéniste fameux de l'Ecole de Nancy, installé à Marrakech. Résumé architectural d'échanges qui eurent lieu, à l'instar de son père, entre le concepteur d'objets et les artisans à son service, ce *borj* symbolise également un style, le style régional modernisé que l'on peut appeler "néo-kasbah". Il utilise le pisé dans les soubassements et orne les superstructures de briques cuites tendant à imiter la ciselure de terre crue. Ainsi, avant d'être modernistes, le *borj* et la villa-atelier Majorelle incarnent, au cœur de Marrakech, une architecture coloniale et régionaliste[1] . La filiation ethnologique côtoie une modernité plastique (et coloriste) visant à affirmer, par la différence, la distinction de l'amateur d'art éclairé. Le voyage placé au cœur de l'œuvre du peintre est matériellement évoqué par cette demeure ; le Sud est comme transplanté à Marrakech : c'est bien une architecture régionaliste.

Animé des mêmes revendications avant-gardistes que le modernisme, le régionalisme emprunte certaines données à l'ethnographie, mais il les transforme et crée une sorte de métissage de diverses valeurs parfois contradictoires : ambigu, il rassemble souvent plutôt

1. Hélène Guéné, "Régionalisme et modernité : une alliance incertaine", in *Le Régionalisme, architecture et identité,* Paris, éditions du Patrimoine, Centre des monuments nationaux-Monum, 2001, p. 50 et sq.

qu'il n'oppose. François Loyer le définit comme un objet capable d'aplanir le temps et l'espace ; capable de rompre les échelles de temps pour gommer la mode ou le style, au profit d'une entité architecturale : le régionalisme fabrique des formes archétypales[1].

Nostalgique à bien des égards, il ne peut souvent s'incarner qu'à une échelle humaine. Rarement urbain, tout régionalisme est construit autour d'artefacts. Après avoir été très critiqué, il apparaît désormais comme une réponse, un idéal collectif à l'échelle d'un groupe obsédé par ses origines. Ce qui pousse, depuis quelques années, certains commanditaires à utiliser la kasbah est une revendication identitaire d'un autre ordre que celle qui animait les années 1920-1930. Ceux qui actuellement commandent des kasbahs pour incarner divers bâtiments de service (restaurant, auberge, maison de plaisance, hôtel de ville, sièges administratifs, station-service) utilisent les formes du passé avec des procédés actuels. Ils font de l'architecture "située", contextualisée. En somme, ils sont loin de la démarche des architectes de la colonisation. Ils prennent une forme identifiable, qu'ils habillent de motifs emblématiques, et fabriquent un objet archétypal, sentimental, porteur d'une revendication générale, collective et esthétique. Par conséquent, ce qu'il convient d'appeler le style "post-kasbah" répond à toutes sortes de besoins, nouveaux, standardisés. Le désir d'expression prend le pas sur le rationalisme, il crée une frontière perceptible entre le national – le standard arabo-andalou des villes – et le régional : on est en territoire amazighophone. Ainsi, plus qu'un régionalisme, le style post-kasbah est une forme pastiche facilement identifiable, qui renvoie à une mouvance politique consensuelle et considérée comme actuelle[2]. Toutes les maisons individuelles que font construire désormais les expatriés originaires du Sud possèdent, au moins, une tourelle décorée.

IMPENSÉS ET DISCOURS PARADOXAL

Pour comprendre la trajectoire de Henri Terrasse et son travail sur les architectures berbères, il convient de se replacer dans une période de défrichement du passé marocain et

1. François Loyer, "Esprit du lieu, esprit du temps", *ibid.*, p. 19.
2. Nous analysons dans la seconde partie de notre thèse de doctorat comment cette revendication berbère récupérée ou entretenue par le pouvoir central a permis, à partir de l'an 2000, avec le discours royal fondateur et la création conjointe de l'IRCAM, de faire émerger dans des productions symboliques récentes une forme douce de cette revendication autrefois prohibée : les formes architecturales de la kasbah, de l'alphabet berbère dans le décor, de la fibule, du pain *tafanurt* dans les restaurants des bords de route, etc. Cf. "La naissance du monument historique amazigh", *in* Naji Salima, *Du grenier collectif à la Zawya : les entrepôts de la baraka. Réseaux du sacré et processus de patrimonialisation dans l'Atlas et le Maroc présaharien (Atlas central, Haut-Atlas, Anti-Atlas)*, thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 2008, p. 425-469.

d'élaboration d'une “science coloniale[1]” grevée de torsions idéologiques et dont la portée reste politique. “Science”, dans la mesure où les contrôleurs civils des Affaires indigènes et les militaires coloniaux ont produit des documents marqués par une idéologie précise, toujours appareillés à un cadre formel apparemment rigoureux et systématiquement appliqué à toutes les régions passées sous contrôle français. Cette littérature continue à impressionner par sa qualité et à servir de base de référence sans être toujours suffisamment critiquée ; souvent prise au pied de la lettre, elle peut être recopiée comme une vérité inscrite dans l'histoire parce que parfaitement énoncée dans la période idéalisée de sa découverte.

Le plus grand reproche que l'on puisse ainsi faire à cet ouvrage est d'avoir enfermé son objet dans l'art monumental hérité des grandes civilisations et dans une histoire coloniale purement idéologique. Fidèle à une formation attentive aux styles, le plan qui se dégage de son étude – notamment le chapitre intitulé “Origines et parentés de l'architecture des oasis” – rappelle celui des *Monuments d'Afrique septentrionale*[2] qui privilégièrent l'Antiquité, Rome, l'Egypte et l'art musulman. Il hérite des catégories normatives de la génération précédente. Les monuments sont, alors, considérés comme les jalons chronologiques illustrant chacun l'évolution cyclique d'une civilisation, se succédant de la naissance à l'apogée, du déclin à la décadence[3]. Seul l'Antique est véritablement la référence, l'archéologie et l'épigraphie sont le creuset de ces hommes au point que certaines phrases sont parfois malheureuses :

> “On rêve malgré soi d'une chose impossible dans ce pays qui voulut toujours ignorer l'image : à la proue de ce grand vaisseau de rêve, une sœur berbère de la Victoire de Samothrace[4].”

---

1. Nous empruntons à Abdellah Hammoudi l'expression de “science coloniale”. L'exercice de déconstruction reste difficile, il est si simple d'absorber sans regard critique. Cf. “Construction de l'ordre et usage de la science coloniale : Robert Montagne penseur de la tribu et de la civilisation”, in *La Sociologie musulmane de Robert Montagne*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2000, p. 265-288.
2. Pascal-Xavier Coste, *Monuments d'Afrique septentrionale*, t. VIII : *Algérie, Maroc, Espagne* (1847), 84 pièces. S'insérant dans la tradition déclenchée par l'expédition en Egypte, puis en Algérie, du Directoire finissant, ce premier traité d'architecture islamique (“arabe”) propose une documentation rigoureuse qui va servir de base à tous les architectes formés alors à l'Ecole des beaux-arts. La seconde génération d'architectes (A. B. Ravoisié, Edmond Duthoit, etc.) sera, un peu plus tard, plus sensible à d'autres formes de l'Orient (byzantin, phénicien, arabe), qui viennent enrichir le modèle premier et construire un “Orient raisonné”. Cf. l'étude de Nabila Oulebsir, *Les Usages du patrimoine. Monuments, musées et politique coloniale en Algérie, 1830-1930*. Paris, éditions de la MSH, 2004, p. 115-166. C'est bien une synthèse de tous ces apports que propose Henri Terrasse.
3. Héritière de *L'Histoire de l'art chez les Anciens* (1764), de Winckelmann, la conception évolutionniste a toujours cours à la charnière du XXe siècle. Elle suppose de considérer la chronologie des siècles passés comme un livre ouvert destiné à instruire, et dans lequel la marche des événements se lit tel un schéma qui implique de classer les monuments selon des époques bien déterminées incarnant le cycle de la vie (naissance, apogée, déclin, mort ou “décadence”).
4. Ici, p. 98.

Ainsi, dans ce texte, il n'est pas question de s'écarter de la doxa de l'époque : la civilisation c'est la Grèce, Rome, l'Egypte et le Levant. La référence biblique aussi est très présente, synthétisée dans une Mésopotamie originelle : "On imagine ainsi les murailles d'Ur en Chaldée, d'où partit Abraham[1]…" Terrasse ira sans cesse chercher des origines ailleurs, et ses successeurs aussi, plus loin encore au Yémen, voire en Afghanistan où des fouilles sont en cours[2]. Alors même qu'il est pourtant frappé par la force et l'unité du territoire berbère, l'autre donnée qui devrait être évidente, le continent noir, est évoquée au détour d'une phrase[3], sans faire l'objet d'un chapitre à part entière comme cela est le cas systématiquement pour les autres références citées (L'héritage de l'Egypte ; La marque de Rome ; La parure de l'Islam, etc.). Tout comme il occulte l'Afrique, Henri Terrasse refuse de voir les spécificités locales en présentant néanmoins une grande famille de formes. L'Afrique est un impensé que le découpage colonial renforce encore entre une Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc) arabo-musulmane, et une Afrique sub-saharienne (Afrique-Occidentale française) que tout opposerait : une Afrique blanche et une Afrique noire.

Il faudra attendre les premiers résultats, postcoloniaux, des archéologues et des paléontologues, pour arriver à la certitude que l'humanité est née en Afrique et, dès lors, revoir un certain nombre de représentations jusque-là admises. Alors, on sera en mesure d'accepter que l'Afrique ait eu ou possède une "architecture", même si les traces ont, pour beaucoup, disparu[4]. En lisant les lignes consacrées à l'influence égyptienne, les "formes galbées", on ne comprend pas qu'il n'ait pas plutôt fait le lien avec les minarets de Tombouctou, avec le tombeau des Askia de Gao dans le Mali actuel (Soudan colonial), ou encore avec les Fali du Haut-Cameroun, constructions pour lesquelles a été inventée la catégorie d'"architectures soudanaises" identifiées depuis notamment la grande mission Dakar-Djibouti de 1931-1933[5]. Cette mission

1. Ici, p. 93.
2. "Ces faits pourraient donner à penser que l'architecture ancienne de Sijilmassa ait pu être inspirée, ou soit même directement issue, des grandes traditions architecturales qui étaient alors appliquées en Mésopotamie", Djinn Jacques-Meunié, *Architectures et habitats du Dadès, Maroc présaharien*, Paris, Librairie C. Klincksieck, 1962, p. 102.
3. Quelques occurrences sur l'Afrique : "… les *tatas* du Sénégal et du Soudan", ici p. 8, p. 79 et p. 80 et "Dès qu'on a passé les cols de l'Atlas, on se sent à l'entrée d'un pays nouveau. Là expire le monde méditerranéen et là commence le monde saharien. Là se place, bien plus qu'aux rivages de la Berbérie, la frontière entre l'Europe et la véritable Afrique. En même temps que la végétation se raréfie, que changent la lumière et la couleur même du sol, d'autres architectures apparaissent. La pierre sèche cède la place au pisé et à la brique crue, tandis que se dessinent des formes d'une pureté et d'une régularité nouvelle", écrit-il encore p. 48.
4. Citons notamment la découverte archéologique récente de la grande cité de Djenné-Djono datant du IIIe siècle avant J.-C., ville construite sur une île de 88 hectares, entre deux bras d'un affluent du Niger, témoignant d'un urbanisme élaboré induisant un ordre social, juridique et commercial sophistiqué et attestant d'un commerce de longue distance ancien.
5. La mission Dakar-Djibouti, célèbre expédition ethnographique, a été menée en Afrique sous la direction de Marcel Griaule de 1931 à 1933. L'équipe pluridisciplinaire (linguistes, ethnographes, musicologues, peintres, entomologistes) traversait le continent africain du Sénégal à l'Ethiopie (d'est en ouest), afin de collecter les

ethnographique phare s'intégrait dans un programme global d'études "des populations anciennes et actuelles" avec un travail de collecte d'objets qui devaient ensuite alimenter les premiers musées coloniaux ; elle fut suivie de la mission Sahara-Soudan (1935), puis Sahara-Cameroun (1936-1937). Toutes ces missions avaient reçu des fonds conséquents de la métropole et leurs résultats étaient connus, diffusés par les revues, les rapports et les salons de l'administration coloniale : elles ne pouvaient laisser indifférents les hauts fonctionnaires du protectorat marocain voisin. Des liens avec les architectures de la boucle du Niger auraient dû logiquement être établis. Certaines mosquées de la région de Tiznit ou de Tafraout portaient des similitudes constructives, même l'ancien minaret de Skoura (Ouled Driss) aurait pu apparaître comme apparenté à la grande mosquée Djingareyber de Tombouctou. D'autant que l'historien savait pertinemment combien ces cités avaient été liées au pays marocain – territoire et hommes –, notamment sous l'autorité de grandes dynasties comme celle des Saadiens, qui auront assuré l'expansion la plus large au-delà du Sahel. Pareillement, il tait l'apport des dynasties almoravide et almohade originaires du Grand Sud où elles ont marqué le sol de *ribats* de pierre impressionnants, de forteresses, mais aussi de mosquées qui auraient dû indiquer un flux autre que celui d'origines extérieures. Auteur de l'un des premiers ouvrages consacrés à la dynastie almohade, Henri Terrasse avait pourtant su reconnaître l'austérité majestueuse de cette architecture dotée d'une "qualité de la ligne qui est une noblesse de l'art[1]" et dont il avait mis en valeur, naguère, la force des plans et la qualité d'une ornementation originale.

Dans cette logique négative, le refus des spécificités locales en Afrique est flagrant, mais il y a là surtout un refus d'une reconnaissance de l'architecture berbère en tant qu'entité culturelle autonome.

Cet ouvrage, qui brille par son iconographie, par la qualité réelle d'un texte ciselé, par la mise en lumière de sites alors méconnus, et par des ambitions conservatoires, enfin, qui viennent transcender le simple projet de livre, est pourtant traversé d'un écheveau de contradictions. La plus évidente reste le travail de reconnaissance effectué par l'ouvrage et en même temps la négation têtue d'une origine locale. Nous avons traité de cette première contradiction ; pseudo-historique, le premier chapitre de l'ouvrage mériterait d'être complètement déconstruit tant il regorge d'approximations et de disqualifications culturelles. L'idéologie cesse heureusement dès que la description commence. Le livre fait ainsi état du savoir de l'époque sur la question de l'architecture des oasis et des montagnes. Cela permettra d'aborder la question de ce patrimoine de plus en plus précieux à mesure qu'il disparaît et, à ce titre, il faut saluer l'inestimable travail de documentation que constitue

---

données ethnographiques qui allaient constituer le fonds du musée d'ethnographie du Trocadéro, futur musée de l'Homme (Paris). Voir "Mission Dakar-Djibouti, rapport général (mai 1931-mai 1932)" par Marcel Griaule, in *Journal des Africanistes*, année 1932, vol. 2, n° 1, p. 113-122. Dj. Jacques-Meunié avait établi des liens avec M. Th. Monod (alors directeur de l'Institut français d'Afrique noire à Dakar) et M. M. Griaule (Institut d'ethnologie et musée du Trocadéro).

1. En collaboration avec Henri Basset, *Sanctuaires et forteresses almohades*, Paris, Larose, 1932.

ce premier fonds d'archives de la région. Enfin nous conclurons sur une perspective contemporaine avec la troisième contradiction de ce livre, celle du clivage des matériaux de construction, réputés pauvres mais qui ont cependant produit des architectures fascinantes.

LA THÈSE DU DÉCLIN DE L'ISLAM ESPAGNOL EN TERRE MAROCAINE

Car avant de se spécialiser dans l'art "hispano-mauresque", auquel il consacre sa thèse d'Etat en 1932, et avant d'infléchir son discours, Henri Terrasse s'intéresse à "l'art berbère" pour lequel il écrit de très belles pages[1], puis aux premières dynasties berbères. D'abord très concrètement, à partir des premiers vestiges découverts à Marrakech et sa région, il cosigne avec son maître trop tôt disparu, Henri Basset, *Sanctuaires et forteresses almohades*, qui posent les premiers jalons à toute étude de cette dynastie ambitieuse. Ensuite, il s'intéresse aux Almoravides qui le mènent rapidement en Espagne, même si les découvertes trop récentes l'incitent à la prudence. Aussi est-ce tout naturellement qu'il rédige *Kasbas berbères de l'Atlas et des oasis*, insistant sur l'idée que le Sud marocain présente un "véritable musée [à ciel ouvert] des plus belles architectures berbères[2]", citant en référence la palmeraie de Skoura et la vallée du Dadès, promises très tôt à une intense fréquentation touristique.

Une note précoce, *Sur les ruines de Sijilmassa*[3], ouvre à l'idée d'une ancienne "capitale et reine des oasis" ayant donné naissance à une tradition décorative hors du commun qui s'est réfugiée dans le Dadès et qui a essaimé dans le Dra[4]. Pourtant, alors qu'on le compte parmi ses premiers découvreurs, l'idéologie du moment l'empêche de reconnaître, dans ces grandes cités présahariennes tout comme dans les premières dynasties musulmanes du royaume, une originalité intrinsèque pourtant évidente. Il apparaît aussi que de nombreuses architectures du Sud lui sont inconnues : il méconnaît les *ksars* de Figuig – ou les détache à dessein du Maroc –, il n'a pas pu mesurer l'importance des chapelets d'oasis du Bani, province qu'il juge secondaire[5], région qui n'allait pas tarder à être pourtant reconnue comme le berceau des Almoravides. Il n'a pas vu, semble-t-il non plus, les minarets saadiens d'Akka, autre particularisme qu'il aurait pu englober dans son ouvrage si les régions ne venaient d'être juste

---

1. "Chapitre I. Les arts berbères", in *Les Arts décoratifs au Maroc* (avec Jean Hainaut), 29 dessins, 14 bois gravés originaux, 64 hors-texte d'après les clichés des auteurs, Paris, Henri Laurens, 1925, p. 18-75.
2. Ici, p. 104.
3. II[e] Congrès de la Fédération des sociétés savantes, Alger, 1936, p. 581-588.
4. Aujourd'hui encore les maîtres maçons du pisé et du décor de briques crues originaires de la palmeraie de Skoura affirment que ce travail vient du Tafilalet. Cf. "Renaissance d'une tradition [Portrait du *maalem* Jilali Bourich de Skoura]", *in* Salima Naji, *op. cit.*, 2001, p. 124-125. Skoura est bien un conservatoire de formes et de maçons employés à Ouarzazate aujourd'hui, mais aussi à Marrakech pour des pastiches de kasbahs, luxueuses commandes qui ont permis de pérenniser ces techniques constructives.
5. Ici, p. 108.

“pacifiées”. Et puis, à la fin des années 1930, l’institution du grenier collectif est trop mal connue dans sa diversité architecturale et est surtout associée à des bâtisses austères sans qualité ornementale pour qu’il ait l’idée de la signaler davantage.

Là encore, si Henri Terrasse minimise les productions artistiques et architecturales qui l’ont fasciné la décennie précédente, c’est qu’entre-temps il a élaboré son œuvre : *L’Art hispano-mauresque des origines au XIIIe siècle* et qu’il ne conçoit plus les dynasties marocaines que dans leur extension et épanouissement en Andalousie, où elles ne seraient plus que les dépositaires d’une civilisation féconde, contrainte à l’extinction une fois redevenue africaine. A partir des XIIe-XIIIe siècles, le Maroc à l’instar de l’Espagne musulmane ne connaîtrait, selon cette thèse, qu’une sûre “décadence”. Dès lors, les villes ne peuvent être ornées que de bâtiments “hispano-mauresques” ; même après les fouilles de la Koutoubia et d’autres sites importants découverts au fil des années, il ne remet pas en question sa thèse et ne les analyse jamais que comme les prolongements spontanés d’un âge d’or cordouan, échoué au Maroc. Cette idée fera florès bien après l’Indépendance (1956), flattant l’égo de l’élite de Fès, ville ayant accueilli de nombreux réfugiés d’Espagne après la Reconquista. Ceux-ci se sentant, pour la plupart, plus proches d’une Europe “civilisée”, développée, ne pouvaient que s’identifier à l’héritage raffiné d’Al Andalous, et accentuer encore cette fausse opposition entre une cité florissante d’un Moyen Age flamboyant contre le Maroc profond, rural ou montagnard, “arriéré”. L’“hispano-mauresque” allait progressivement devenir “arabo-andalou”.

UNE STRATÉGIE BASÉE SUR LA RECONSTRUCTION D’UN DISCOURS RECEVABLE

Toutefois, au-delà des impensés et des occultations, il y a aussi une réelle stratégie de la part de celui qui allait être le premier grand historien du Maroc. Henri Terrasse, alors directeur du patrimoine depuis trois ans, construit, pour ces architectures du Sud marocain, un discours recevable : qui lui permette de les placer suffisamment haut pour pouvoir ensuite convaincre le pouvoir colonial et la métropole de protéger les sites tout en ne perdant pas de vue sa propre carrière. Fidèle à la méthode française de protection du patrimoine[1] – l’une des plus pointues à ce moment-là –, il a déjà identifié un certain nombre d’édifices remarquables dans le Sud et a initié des travaux d’inventaire, de classement, voire de restauration. Dès 1941, il parvient à faire en sorte que Mme Germaine Jacques-Meunié[2] soit chargée de mission dans la région, mission qu’elle démultipliera plusieurs années durant, mettant à disposition une

1. Voir “Les Monuments historiques”, in *La Renaissance du Maroc. Dix ans de protectorat (1912-1922)*, Rabat, Résidence générale de la République française au Maroc, 1922, p. 208, et appendice I “Description des principaux monuments”. Le Service des antiquités, des beaux-arts et des monuments est créé dès 1912.
2. Djinn Jacques-Meunié est le pseudonyme de Germaine-Amélie Popelin (1902-1985), archéologue et ethnographe de l’Atlas et du Maroc présaharien.

documentation d'une richesse exceptionnelle sur l'ensemble du Maroc présaharien jusqu'en "1949, [où] une mission de plusieurs mois au Maroc, accordée par l'Institut des hautes études marocaines, répondait, relate-t-elle, au désir de M. Jacques Lucius, Secrétaire général du Protectorat, de voir relever, dans les oasis, des architectures menacées de disparition ; elle nous a permis de compléter notre documentation sur les greniers-citadelles[1]". Toujours sous la plume de celle qu'il a lancée, suivront des travaux de grande qualité sur les architectures du Dadès, du Dra, sur Sijilmassa, sur le Tafilalet et sur les greniers-citadelles du Maroc tout entier. Parallèlement, il est intéressant de savoir que le mari de celle-ci, archéologue et non moins architecte, Jacques Meunié, fut chargé de recherches à l'IHEM jusqu'en 1957 et conduisit, à ce titre, la plupart des fouilles de l'empire chérifien sous l'égide de Henri Terrasse.

Ainsi, Henri Terrasse avait ou allait faire financer les recherches sur des sites archéologiques du Sud marocain[2], des vallées du Dadès[3] ou du Dra[4], débloquer des fonds[5] pour refaire les façades des *tighremts* de la "vallée des Roses", entre Ouarzazate et Kelaa Mgouna qu'il fait classer dès 1943[6]. Par ce livre, il assoit la réputation de cette célèbre "route des kasbas" avant de planifier leur sauvetage. La dimension constructive et stratège de cette

---

1. *Greniers-citadelles au Maroc*, 2 volumes, Paris, Arts et métiers graphiques, 1951, p. 7.
2. Henri Terrasse, Jacques Meunié, *Recherches archéologiques à Marrakech*, Paris, Arts et métiers graphiques, 1952. *Nouvelles recherches archéologiques à Marrakech*, Paris, AMG, 1957. Comme en témoignent les dates de parution, au moment où est publié *Kasbas berbères*…, les découvertes archéologiques sont inconnues ou trop récentes pour construire un discours plus élaboré.
3. Après avoir publié une première monographie détaillée sur l'architecture de Mauritanie en 1961, Djinn Jacques-Meunié publie *Architectures et habitats du Dadès. Maroc présaharien*, initié et préfacé par H. Terrasse, Paris, Klincksieck, 1962. Elle produisit aussi des articles plus ethnographiques sur le Dra et le Tafilalet : "Sur l'architecture du Tafilalet et de Sijilmassa (Maroc saharien)", in *Comptes rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1962, n° 2, p. 132-147. Citons encore du même auteur (avec J. Meunié), "Abbar, cité royale du Tafilalet, Maroc présaharien", *Hespéris*, 1-2, 1959, p. 7-72.
4. Henri Terrasse, "Sur les tessons de poterie vernissée et peinte trouvés à Terhaza", *Bulletin du Comité de l'Afrique-Occidentale française*, 1938, p. 520-522. ; Djinn Jacques-Meunié, "Les oasis des Lektaoua et des Mehamid", Hespéris, 3-4, 1947, p. 397-429 ; "La Nécropole de Foum Le Rjam, tumuli du Maroc présaharien", Hespéris, 1-2, 1958, p. 96-142 ; Dr G. Trécolle, "Les tumulus du Tizi Beni-Selman", *Bulletin de la Société préhistorique française*, année 1954, vol. 51, n° 3, p. 145-148 ; Jacques Meunié, Charles Allain, "La forteresse almoravide de Zagora", *Hepéris*, 3-4, p. 305-306, 1956, Larose, Paris.
5. Dès 1952, des fonds sont débloqués en direction des "architectures berbères du Dadès", CADN (Centre des archives diplomatiques de Nantes), 9, Ca. 235, "Secrétariat général du gouvernement, Service de l'urbanisme", Lettre n° 33 de Henri Terrasse au directeur des Finances, 19 janvier 1952.
6. Dahir du 27 février 1943 portant classement des gorges du Dadès (B.O. n° 1588 du 2 avril 1943) ; Dahir du 1er mars 1943 portant classement du massif du Bougafer, de la vallée de l'Oued M'Goun (B.O. n° 1588 du 2 avril 1943) et Dahir du 3 mars 1943 portant classement de la vallée de l'Oued Todra (B.O. n° 1588 du 2 avril 1943). En 1953, l'Arrêté viziriel du 29 juin 1953 (17 Choual 1372) indique que les "vallées des Oasis (territoire de Ouarzazate)" sont classées (B.O. n° 2125 du 7 juillet 1953). Des classements qui, malheureusement, ne seront pas toujours suivis de mesures réelles de protection après 1956.

étude ne doit pas nous échapper, elle explique aussi en partie les réserves scientifiques que l'on pourrait faire à ce texte. Les missions des contrôleurs civils, officiers des Affaires indigènes chargés de rédiger les "Fiches de tribus", première étape pour délimiter un certain nombre d'actions, avaient l'habitude de hiérarchiser les priorités et d'agir. Cette double approche cognitive et pratique du protectorat français supposait une organisation scientifique calquée sur le système de la métropole, appuyée sur son organe central, l'IHEM, en liaison directe avec la direction générale des Affaires indigènes. Les notices des contrôleurs civils et des officiers des Affaires indigènes que l'on peut consulter aujourd'hui aux archives diplomatiques de Nantes regorgent d'annotations et de courriers à la résidence informant leurs supérieurs hiérarchiques de l'intérêt social ou culturel de leur circonscription. En contact permanent avec ceux qu'il avait formés avec d'autres à l'IHEM, Henri Terrasse connaissait bien les régions, était tenu informé des besoins et des urgences. Il était aussi placé dans la posture de celui qui écoute pour proposer[1], pour identifier et conserver. Dans les archives de la Résidence générale, on découvre que de nombreuses commissions sont provoquées pour examiner les difficultés rencontrées sur le plan financier par l'Inspection des monuments historiques et permettre de multiplier les actions patrimoniales. La procédure de classement investie de l'autorité de l'Etat est alors centralisée et sous contrôle, en métropole, du ministère de l'Intérieur et, au Maroc, du ministère des Affaires indigènes. Autant dire combien la structure était opérante. Formidable levier de contrôle social, elle sut par exemple adapter le système traditionnel de solidarité du groupe *(tiwizi)* à celui de corvées, qui allait progressivement devenir la "Promotion nationale" : un groupe d'hommes était réquisitionné pour accomplir des travaux d'intérêt général. Ils pouvaient parfois être succinctement rémunérés. C'est ce système qui permit les premières mises en valeur, la construction des édifices édilitaires coloniaux avec les matériaux locaux (souks, caïdats, sièges des pachaliks, entrées des agglomérations en portes symboliques) et les premiers sauvetages patrimoniaux.

Les cartons des archives administratives du protectorat français au Maroc nous apprennent ainsi que la dépense à prévoir estimée par Henri Terrasse pour sauver les "architectures berbères des oasis" est, en 1948, dix ans après la parution de ce livre, disproportionnée par rapport aux ressources budgétaires allouées aux Monuments historiques. On songe à trouver des expédients (émission d'une série de timbres consacrés aux plus beaux monuments du Maroc, création d'une Société des amis des monuments historiques, organisation de semaines culturelles et touristiques[2]). Quelques années plus tard, Henri Ter-

1. Le contrôleur civil Paul Berthier raconte, dans le détail, comment il reçut très tôt l'appui "plein de bienveillant intérêt et d'encouragement comme savait en prodiguer M. H. Terrasse dont on va bientôt voir le rôle dans le développement de ces recherches", in *Les Anciennes Sucreries du Maroc et leurs réseaux hydrauliques*, Rabat, CNRS, 1966, p. 19. Il reçoit un soutien scientifique, logistique et enfin financier sur toute la durée de ses recherches.
2. CADN, 9, Ca. 235, "Secrétariat général du gouvernement, Service de l'urbanisme", Lettre n° n° 2-6374 du directeur des Finances à M. le Secrétaire général du gouvernement, 10 septembre 1948. « Objet : Création de ressources nouvelles spécialement affectées à la restauration ».

rasse a réussi à infléchir la donne, ainsi que l'explique cette note administrative de 1952 :

> "Il apparaît que 1 500 000 F pourraient être apportés par la vieille ville de Fès. Les crédits ainsi dégagés seront reportés sur une autre rubrique. M. Le Secrétaire Général [de la Résidence] est d'avis de les reporter sur les architectures berbères. L'inspecteur des Monuments Historiques fait remarquer que 5 000 000 F seront déjà employés à ce titre et propose de les affecter au Château de mer de Safi (…) L'inspecteur des Monuments Historiques indique que son but est de conserver l'intérêt touristique de la région des oasis en ne restaurant que les façades des Kasbas situées sur les trajets principaux. Il sera nécessaire de procéder à des travaux de la même importance pendant plusieurs années encore[1]."

Fidèle à sa formation et aux premières années du protectorat, il incite dès qu'il le peut, comme cela fut le cas pour la création des premiers musées du royaume, à des expropriations permettant qu'un bâtiment classé rejoigne un jour le domaine public. A Ouarzazate, une partie de la kasbah de Taourirt, classée par ses soins en 1954[2], abrite aujourd'hui le Centre pour la restauration et la réhabilitation des zones atlasiques et sub-atlasiques (CERKAS), organe du ministère des Affaires culturelles, créé en 1987 et qui a pour tâche de poursuivre l'inventaire et le sauvetage de monuments de terre. On peut voir comme un aboutissement du travail pionnier de Henri Terrasse le classement en Patrimoine mondial, à la fin des années 1980, du site de Aït Ben Haddou, et qui aurait dû logiquement ouvrir au classement de l'ensemble des ksars et des kasbahs du Sud marocain[3], déjà partiellement reconnus dès 1975 par l'Unesco comme des "ensembles cohérents[4]". Méthodique, à la fois homme de terrain et homme d'action, homme de contact et d'expérience, Henri Terrasse, érudit qui connaît parfaitement les rouages du système, essaiera toujours de formaliser les procédures d'inscription et de restauration de façon pérenne[5].

---

1. CADN, 9, Ca. 235, "Secrétariat général du Gouvernement, Service de l'urbanisme", note n° 846 Cabinet civil, 4 février 1952.
2. Arrêté viziriel du 17 février 1954 (13 Joumada II 1373) portant classement des sites et des kasbahs de Taourirt et de Tifoultoute (Territoire de Ouarzazate) (B.O. n° 2159 du 12 mars 1954).
3. Le *ksar* de Aït Ben Haddou a été classé Patrimoine mondial en 1987.
4. "On entend par «ensemble historique ou traditionnel» tout groupement de constructions et d'espaces y compris les sites archéologiques et paléontologiques constituant un établissement humain en milieu urbain comme en milieu rural, dont la cohésion et la valeur sont reconnues du point de vue archéologique, architectural, historique, préhistorique, esthétique ou socioculturel. Parmi ces «ensembles» qui sont d'une très grande variété, on peut distinguer notamment les sites préhistoriques, les villes historiques, les quartiers urbains anciens, les villages et hameaux ainsi que les ensembles monumentaux homogènes, étant entendu que ces derniers devront le plus souvent être conservés dans leur intégrité..." Extrait de la *Recommandation concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels*, Unesco, 1976. Le Maroc a ratifié en 1975 la Charte mondiale de l'Unesco.
5. Trente ans exactement après la parution de cet ouvrage, H. Terrasse est désigné pour proposer un projet de sauvetage qui aura été l'un des derniers plans efficaces de restauration d'une poignée de *ksars* du Tafilalet et du

De 1935 à la fin du protectorat, du nord au sud du pays, ses classements sont nombreux et ses sauvetages providentiels : la mosquée de la Karawiyine[1] de Fès, dont il sauve la nef et met en relief les inscriptions de fondation demeurées longtemps cachées sous un enduit. Il participe à la découverte de la Koubba Mourabitine de Marrakech, à demi enfoncée dans le sol, et fait également en sorte que se développent de nombreux chantiers de fouilles dans tout le pays. On sait aussi qu'il s'est souvent heurté à la nouvelle génération d'urbanistes de l'après-guerre. Ses démêlés[2] avec Marcel Ecochard à Marrakech et Casablanca révèlent une position radicale, assumée, de ceux qui ne supportent pas qu'on porte atteinte à une image savamment construite d'un site figé dans un idéal de perfection. Celui de la première génération du protectorat qui s'inquiète à raison de tout ce qui pourrait venir "altérer gravement la parfaite harmonie de ces régions[3]".

L'ARCHAÏQUE OU LE TEMPS DE L'ANTÉRIORITÉ

Henri Terrasse ouvre curieusement son ouvrage sur le "problème des architectures berbères", juste après la dédicace aux militaires et aux civils. Il édifie, dès les premières pages, une théorie où il disqualifie l'islam, érige les Berbères en un isolat où résisterait une permanence romaine et chrétienne, et évacue d'emblée l'idée d'une origine locale. Ce qu'il va ériger en une thèse fondatrice de son ouvrage entre pourtant en contradiction et avec les images qu'il montre, et avec certains de ses précédents ouvrages, voire même avec son *Histoire du Maroc* à venir. Cette introduction pseudo-historique ne rend pas hommage à l'homme, même si elle est écrite avec la clarté d'évocation et la langue alerte qui est la sienne.

Dra entre 1968 et 1973 commandité par le ministère de l'Habitat et de l'Intérieur marocain, avec l'assistance du Programme alimentaire mondial (PAM). Cf. H. Terrasse, "Rénovation de l'habitat traditionnel des vallées présahariennes". Rapport PAM, Marrakech, 1968. Dix-sept villages anciens (totalisant 3 000 logements) de la vallée du Dra ont été restaurés par les habitants sous la conduite des architectes J. Dethier, G. Bauer, B. Hamburger et J. Hensens. Cf. J. Dethier (dir.), *Architectures de terre ou l'avenir d'une tradition millénaire. Europe, tiers-monde, Etats-Unis* [catalogue de l'exposition], Paris, CGP/CCI, édition revue et augmentée, 1986, p. 109.

1. Même si aujourd'hui certains choix peuvent paraître hâtifs, comme d'avoir implanté une toiture en ciment recouvert de bitume (puis de tuiles) et d'avoir procédé à des transformations un peu rapides des espaces annexes, il n'en demeure pas moins que Henri Terrasse a sauvé l'édifice. Information orale de l'architecte Fikri Ben Abdellah, restaurateur de la phase 2006-2008 de la Karawiyine ayant pu analyser précisément les phases précédentes de sauvetage opérées pendant la période coloniale.

2. CADN, Ca. 235, Invntaire 9, "Secrétariat général du gouvernement, Service de l'urbanisme", lettre n° 880 de M. l'Inspecteur des Monuments historiques, des médinas et des sites classés à M. le Général d'armée Juin, Commissaire résident général, 7 novembre 1947.

3. Ici, p. 5.

Précurseur de l'inventaire de ces architectures, ce livre donne finalement à voir un état virginal de ces contrées, un état où le ciment comme le "chewing gum" n'ont pas encore troublé leur harmonie, pour reprendre l'expression imagée de Robert Montagne à propos des greniers collectifs :

> "Mais le temps presse, le miracle de la conservation des agadirs [greniers collectifs] ne se renouvellera sans doute pas. Chaque jour les influences unificatrices du Nord se font sentir davantage. Aux chants nostalgiques du *ahouach*, à la poésie du *reis endam*, de l'improvisateur qui parle en vers, comme le vieil Homère, se substituent maintenant en tribu le phonographe et la radio au bruit nasillard. A la couleur diaprée des voiles de femmes, au luxe barbare des manteaux brodés, à l'éclat des bijoux font place des étoffes grises et la friperie européenne. Sur les plateaux d'hospitalité s'entasse le chewing gum. Les nouveaux riches triomphent. C'est seulement dans la cour des agadirs que se retranche, comme dans une forteresse d'archaïsme, la tradition sur laquelle veillent les saints patrons du pays[1]."

La colonisation romaine est la référence de cette génération d'hommes issue de l'Instruction publique ou d'officiers, qui eurent une formation historique importante, déformée par l'appartenance à leur époque. Que recouvre le mythe de la romanité ? D'abord évidemment la volonté de bâtir un empire colonial de la même envergure ; ensuite l'idée de cousinage religieux (romains chrétiens) qui justifierait la mission civilisatrice (aider des parents pauvres) qui implique, enfin, une supériorité historique. On construit des routes, on pratique la politique de la "main tendue" en associant conquête et aménagement du territoire, avec le concours de "l'indigène", par la force s'il le faut. L'action est d'autant plus légitime, aux yeux des conquérants, qu'ils se sentent supérieurs puisque, historiquement, dans leur conception, les primitifs qu'ils découvrent se sont arrêtés au Moyen Age dans les villes et aux premiers siècles de l'Antiquité dans le monde rural. Pour comprendre le monde berbère, on multiplie les références aux civilisations reconnues comme fondatrices pour l'Occident, et ce faisant on refuse au peuple marocain toute contemporanéité. Les écrits de son homologue Robert Montagne explicitent parfaitement cette vision historiciste. Le monde berbère incarnerait leur "civilisation à son berceau", puisque cette génération était persuadée que toute civilisation passait par des étapes avant de connaître l'apogée qu'est censé rencontrer l'Occident d'alors :

> "Quant à la Berbérie des Montagnes, dans le Bled es Siba, ce pays qui s'est conservé intact dans l'isolement des sommets, c'est le monde occidental un ou deux millénaires avant notre ère qu'elle évoque à chaque instant[2]."

---

1. Robert Montagne, préface à l'ouvrage déjà cité de D. Jacques-Meunié, *Greniers-citadelles*…, 1951, p. 6.
2. Robert Montagne, *Les Berbères et le Makhzen dans le Sud du Maroc. Essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe chleuh)*, Paris, Félix Alcan, 1930, p. 34-35. Il y aurait beaucoup à dire sur le choix du mot "civilisation".

A l'instar de Robert Montagne qui s'est ainsi exercé à rechercher des stades d'évolution des peuples selon les régions du Maroc, Henri Terrasse reprend également dans ce texte, le découpage régional en phases de civilisations successives énoncées par son prédécesseur :

> "Les phases successives de l'existence des tribus européennes de l'âge de bronze ou celles des Barbares lors des invasions (…), les petits chefs que nous verrons surgir dans l'Atlas (…) nous apparaîtront, écrit Robert Montagne, assez semblables aux Tyrans grecs avant la fondation des empires (…) cette antiquité encore vivante sous nos yeux, lorsqu'elle nous laisse découvrir les aspects les plus humbles de notre civilisation à son berceau[1]."

Cette vision annihile toute considération pour l'Autre. Sans avoir la volonté de nuire ou de dominer systématiquement, les hommes de la période coloniale transportent avec eux une vision où l'altérité est remplacée par l'antériorité : l'autre est attardé, inférieur, parce qu'il appartient à un autre temps, un autre âge, il est l'archaïque. Persuadés de percevoir le temps mythique de l'Antiquité dans les montagnes ou les oasis, la perte de l'irrémédiable les assaille. Pour tous ceux qui auront reconnu sur les photographies certains lieux, aujourd'hui disparus, défigurés, ou très abîmés, le sentiment est partagé : nous reconnaissons parfaitement la kasbah d'Amridil, telle qu'elle est alors sans le *riad* d'influence citadine rajouté dans les années 1950 tandis que le ksar initial s'est vidé. Le bel ensemble de Tamnougalt est encore indemne dans son altière beauté, avec ses cinq niveaux d'étagement portés par des murs à boutisses et panneresses très anciens. Taalat n'Yakoub, sur la route de Tinmel, nous émeut, entière, rayonnant encore de toute sa splendeur passée. Mais surtout, les paysages sont alors intacts, l'environnement est entier, issu d'une stricte économie oasienne. C'est donc bien l'Antiquité aux portes de l'Europe qu'ils perçoivent et qui représente pour eux un conservatoire vierge à préserver. C'est dans le même esprit que seront, très tôt, créés les premiers parcs nationaux : celui du Toubkal en 1942, après la création de la Charte rédigée dès 1934 et la gestion de ces grands espaces promulguée par le dahir chérifien de 1919.

En Europe occidentale, la consécration du monument historique et sa préservation sont apparues directement liées à l'avènement de l'ère industrielle où la cohorte de formes toutes faites s'opposait au génie des objets fabriqués manuellement. Ces idéologues coloniaux, hommes de plume, la plupart issus de l'Instruction publique, étaient sensibles à cette même idée que "l'industrie a remplacé l'art[2]" ; ils étaient mobilisés par la force d'une conscience historique particulière et se savaient aussi être les instigateurs d'un changement auquel ils aspiraient spontanément, au nom du progrès. Progrès qu'ils redoutaient également du fait de leur vision du monde représenté en strates historiques. Ils avaient ainsi le sentiment

1. *Ibidem.*
2. Victor Hugo, *Notre-Dame de Paris*, 1832, p. 219.

d'être à la fois les premiers découvreurs d'un ordre arrêté qui les fascinait, et en même temps les derniers témoins d'un monde inéluctablement voué au bouleversement. En fait, Robert Montagne sonnera très tôt le glas de ces institutions "périmées" sans savoir que certaines allaient perdurer cependant jusqu'à nous, parce qu'elles portaient en elles d'autres valeurs[1]. Les maîtres mots de l'action du protectorat se résument donc par deux infinitifs, conserver et agir : "Conserver qui, au sens littéral, s'oppose à détruire – et réagir à s'abandonner[2]", écrit Lyautey avant de mettre en place toute une batterie de mesures, de services et de missions pour empêcher les "désastres" ou autres "profanations et sacrilèges" qui auraient "défiguré" le Maroc des villes impériales. Parallèlement, il met la même énergie à créer des villes nouvelles dotées de toutes les qualités requises pour être de vraies villes dignes de la nouvelle Europe.

Les colonisateurs œuvrèrent avec beaucoup de professionnalisme et imaginèrent des développements harmonieux dont on jouit encore, habilement dessinés en fonction de l'héritage du Maroc historique dit "utile". La zone "indigène" correspond à la vieille ville telle que les étrangers la découvrirent, captivés, au début du XXe siècle. Elle leur apparut comme une entité difficile à découper, impossible à "moderniser", à assainir, à rendre viable, sans destruction. On ne voulut pas commettre d'impairs sur le bâti, comme dans l'Algérie voisine ; impairs qu'on savait irréversibles : on plaqua la catégorie du Monument historique sur les médinas qu'on préserva avec circonspection et celle de conservatoire sur les montagnes réduites au statut de parc national. Ce qui fut visionnaire et réducteur à la fois. Visionnaire dans la mesure où les Français ne déchirèrent pas le tissu urbain ancien, et de ce fait le protégèrent, nous léguant une réelle qualité paysagère. Toutefois, tandis qu'ils maintenaient une vitrine artificiellement intacte essentiellement réservée au tourisme, les colonisateurs négligeaient certaines pratiques patrimoniales inhérentes aux sociétés locales, mais surtout s'appuyaient sur une ségrégation sociale regrettable. Certaines de leurs actions pour le patrimoine intangible peuvent s'apparenter *a posteriori* à une forme de destruction. En observant ces sociétés de l'extérieur, ils produisaient l'image d'une zone réservée : celle de l'indigène des montagnes après celui des villes.

Une autre contradiction de l'ouvrage est de nous montrer la force de ces architectures, leur beauté, leur intelligence, en leur niant toute solidité et toute possibilité de perpétuation. Un passage du texte trahit d'autres réflexions et une vraie inclination :

> "Alors que nous consolidons, dans ces pays où nous amenons la paix et l'obéissance, l'autorité du makhzen et des grands chefs, alors que nous ouvrons ces pays, naguère à demi isolés, à

---

1. Salima Naji, *Greniers collectifs de l'Atlas, patrimoines du Sud marocain*, Aix-en-Provence/Casablanca, Edisud/La Croisée des Chemins, 2006.
2. Louis-Hubert Gonzalve Lyautey, "Ouverture du Congrès des hautes études marocaines, Rabat, le 26 mai 1921", *op. cit.*, p. 384.

> l'influence des villes et aux formes les moins esthétiques de notre civilisation, saurons-nous garder des irrémédiables souillures comme de la ruine progressive, les seuls monuments où le sens architectural des Berbères continue de s'exprimer pleinement ? Si nous savions les défendre, ce serait un peu de l'âme berbère qui s'évanouirait et aussi une des plus rares et des plus harmonieuses beautés de l'Afrique qui disparaîtrait à jamais[1]."

Cette génération se sentait investie d'une mission civilisatrice et était sûre d'appartenir à une société du progrès positif, face à un pays qu'elle jugeait endormi dans un Maroc rural ou montagnard, considéré comme non utile. Pourtant elle était placée devant une contradiction : d'un côté, apporter le bien, nourrir, éduquer, de l'autre, maintenir certains objets dans une sorte de conservatoire dédié au tourisme. Ici, comme pour les médinas protégées dans une zone de protection des abords *(non-aedificandi)* avant l'heure, comme pour les arts traditionnels placés sous cloche, l'attitude est à la prudence et au calcul. La colonisation appliqua donc dans les montagnes ce qu'elle avait mis en œuvre dans les médinas, une distinction de classes, portée par les mêmes préjugés.

LA MISSION CIVILISATRICE

Dans leur rôle de protecteurs, les colons viennent de gérer la grande disette de 1937 qui frappa le Sud et conduisit les populations faméliques à quitter les montagnes et les oasis pour les villes du Nord, créant, outre les difficultés d'approvisionnement ou de transport que l'on imagine, un exode rural qui fit grossir soudainement les villes. Lorsqu'il décide ainsi dans son ouvrage de traiter des modes de vie, Henri Terrasse choisit de convoquer moins le paradis agraire que la survie. Les *tighremts* sont le fruit d'un travail harassant dans les difficultés d'une vie précaire. Il rappelle longuement que la beauté de cette plastique colorée et de cette ciselure des hauteurs était aussi celle d'une nécessité – les champs étaient jalonnés de tours de garde et les récoltes, souvent convoitées par le voisin, étaient incertaines, juste assez suffisantes pour nourrir une poignée d'individus. Son texte insiste sur la dureté des conditions de vie, sur l'extinction, la disparition des bâtiments, il expose leur fragilité, leur fin proche. Et pourtant, les images présentent avec force des édifices qui disent le contraire. La conservation du patrimoine vient justifier l'œuvre civilisatrice.

Les *Paroles d'action* de Lyautey ont beaucoup insisté sur l'incapacité de l'autochtone à gérer son patrimoine et ses ressources. Les monuments furent découverts très abîmés par les services du protectorat, au point que ceux-ci les crurent plus anciens qui ne l'étaient. La brièveté des choses, la non-conscience patrimoniale, l'indifférence aux édifices abîmés ou ruinés choquent ces hommes formés à l'Antique et nourris des penseurs du XIXe siècle. Ce texte donne ainsi le

---

1. Ici p. 80.

sentiment d'un double discours, celui d'une fascination pour son objet et en même temps celui d'adhérer aux cadres de son temps. D'un côté, Henri Terrasse parle d'une architecture pour laquelle il a construit une pensée ; de l'autre il fait coller cette pensée à l'idéologie de domination et d'appropriation du moment. Ces hommes se sentent investis de la mission de sauver de l'oubli une culture qu'ils savent vouée à une rapide extinction, menacée par l'extension du "progrès" et l'action civilisatrice qu'eux-même aspirent de leur vœux. Si le progrès se diffuse partout, alors il emportera avec lui ces témoins, fragiles, de "civilisations disparues".

PHRASES CISELÉES ET ICONOGRAPHIE CHOISIE

Comment est-il parvenu à hisser ces architectures dans les priorités de la Résidence générale ? D'abord en réhabilitant – avec d'autres – une architecture vernaculaire à laquelle il rend ses lettres de noblesse au point que ces petites oasis deviennent rapidement les destinations touristiques favorites des voyageurs de la métropole et que l'image des kasbahs symbolise très tôt le Maroc. Il réussit cette entreprise en choisissant un format de livre d'art. Les architectures les plus monumentales, impressionnantes ou "pittoresques" sont donc sélectionnées avec soin. Les photographies donnent à percevoir une variété réelle de formes bâties, en privilégiant les cadres larges rendant compte de la monumentalité des sites, sans que le paysage ne prenne, pour autant, le pas sur l'architecture. Aujourd'hui, le livre est devenu un incunable que tout érudit conserve précieusement dans sa bibliothèque.

Avant lui en 1930, deux livres firent date. L'album de Jacques Majorelle *Les Kasbahs de l'Atlas*[1], tiré à cinq cents exemplaires autour d'une exposition itinérante, des villes du Royaume jusqu'à Paris, réunissait soixante-dix huiles, gouaches, gravures et dessins. Les précieuses peintures "rehaussées de métaux" étaient avant-gardistes et témoignaient d'un engouement pour ce qui deviendrait bientôt un motif artistique à part entière puis un archétype architectural : la "kasbah berbère". La même année, Robert Montagne réunissait d'autres clichés inédits qui émerveillèrent la communauté française au Maroc et permirent à l'idée d'un "art architectural autochtone[2]" d'émerger. Le livre de Henri Terrasse arrive après ; il veut se démarquer des milieux purement artistiques en fondant son approche sur un terrain avant tout "scientifique". Et pour produire une vulgarisation de qualité, il conserve un titre similaire. Le livre, exhaustif, s'adresse à un public pointilleux de connaisseurs, à des Français de la première génération du protectorat, mais aussi à des touristes exigeants ; et on y perçoit une certaine nostalgie.

---

1. Jacques Majorelle (dir.), *Les Kasbahs de l'Atlas*, dessins et peintures rehaussés de métaux, édité sous la direction de Lucien Vogel, Paris, 1930. J. Meynial, *in folio*, non paginé. Voir aussi Félix Marcilhac, *La Vie et l'œuvre de Jacques Majorelle (1886-1962)*, Courbevoie, ACR, 1988, p. 126-152.
2. Robert Montagne, *op. cit.*, p. 11-12.

Henri Terrasse offre ainsi de très belles pages sur l'esthétique de ces architectures. Il reprend une tradition d'écriture des peintres coloristes de la fin du XIX[e] siècle qui noircissaient leurs albums d'impressions, de sensations et de descriptions. Charles de Foucauld n'avait-il pas su décrire avec beaucoup de grâce la surprise que représentait, au milieu du défilé des montagnes arides, le chapelet des oasis :

> "La vallée apparaît comme une bande verte serpentant entre deux chaînes de montagne : à nos yeux s'étendent les palmiers innombrables mêlés de mille arbres fruitiers ; entre les branches, on aperçoit, de distance en distance, un ruban d'argent, les eaux du fleuve ; une foule de qçars [ksars], masses brunes ou roses, hérissées de tourelles s'échelonnent à la lisière des plantations et sur les premières pentes des flancs[1]."

Les peintres des années 1930 qui s'aventurent dans les massifs et le désert marocains, peu à peu "pacifiés", sont d'abord éblouis par les palettes colorées que constituent en effet ces sites où se dressent des architectures ayant la même couleur que le sol : violentes traînées terre de sienne, mâtinées de rouges, de bruns plus violacés, ailleurs de mauve, de roses pâles ou d'ocres jaunes, couronnées de blanc de zinc. Le parcours du soleil dans la journée renouvelle encore le miracle coloré jusqu'au crépuscule où les silhouettes rougeoient avant de disparaître dans la nuit. Ces représentations restituent les images idéalisées d'une architecture promue à un bel avenir. Pour nous, *a posteriori*, ces travaux proposent un état des lieux d'alors ; ils en constituent leurs archives en même temps qu'ils présentent et construisent la représentation que l'on se fait alors de cette architecture. Si les palmeraies de Skoura, Ouarzazate ou l'Ounila (Aït Ben Haddou) ont largement été diffusées par les expositions artistiques quelques années auparavant, si ces sites font très tôt l'objet d'affiches connues et de publicités de toutes les compagnies de tourisme de l'époque, d'autres lieux, le Tafilalet, le Dra notamment, jusqu'alors peu médiatisés, sont généreusement montrés. Le public va recevoir le livre avec éblouissement : conférences, expositions vont entourer la parution de l'ouvrage. Le Festival des roses est organisé quelques années après, au mois de mai, tandis qu'une distillerie de roses s'installe à Kelaa Mgouna (1942).

AU PAYS DES GRANDES ARCHITECTURES BERBÈRES

Inscrits dans une entreprise à la fois politique et militaire, les dessins des illustrateurs des premières décennies du protectorat vont avoir bien vite une portée clairement touristique. Ce n'est pas un hasard si Henri Terrasse choisit d'utiliser la forme noble de diffusion du livre

1. Vicomte Charles de Foucauld, *Reconnaissance au Maroc : 1883-1884* [reprod. en fac-sim.], Paris, l'Harmattan, 1998, p. 215.

d'art. *Kasbas berbères de l'Atlas et des oasis. Les grandes architectures du Sud marocain* est conçu pour les salons mondains où les décisions se prennent ; les cénacles où se tiennent des conversations choisies. Il sélectionne un illustrateur connu – qui a un parcours singulier, de l'armée au monde de l'art – et construit le livre sur le modèle d'un album d'images pouvant accompagner une exposition. Les dessins des illustrateurs ont longtemps été utiles lorsque la photographie était coûteuse ou nécessitait un matériel encombrant. Lorsque ces illustrateurs se font cartographes, géographes ou ethnographes, qu'ils sont reconnus dans diverses sphères administratives, économiques, et artistiques, leurs carnets de route prolongent la vie d'un livre, se diffusant immédiatement dans les journaux et les revues, alors très nombreux, ou plus tard dans les foyers par les eaux-fortes et les lithographies encadrées. Topographe au Service géographique de l'armée, Théophile-Jean Delaye (1896-1973) a parcouru le pays à pied et à cheval. Parallèlement aux relevés topographiques, ce "baroudeur", sociétaire des Artistes français depuis 1930, a réalisé des dessins et des peintures "pittoresques". Le choix de cet artiste se justifie par le fait qu'il est un témoin reconnu des années d'expansion coloniale, difficiles et "méritantes". De même, pour le choix des photographies de cet ouvrage, Henri Terrasse sélectionne des hommes ayant "l'expérience des confins" en même temps qu'un regard personnel. Et pour se distinguer de l'ouvrage de Jacques Majorelle, il le traite en monographie exhaustive et soignée, didactique, comme il l'a déjà fait pour de nombreux monuments marocains. Mais ici, il va plus loin.

Le nom du peintre du pittoresque de la montagne par excellence est présent aux côtés des plus grands chercheurs de son époque, auxquels il emprunte les photographies pour leur rendre hommage. En associant de la sorte ses propres clichés aux leurs, il montre qu'il est autant un amateur d'art (au sens noble) qu'un homme de terrain, un scientifique reconnu. L'ambition est de présenter l'ensemble de son objet par des entrées conceptuelles et, en même temps, vulgariser le contenu d'un excellent guide touristique destiné à une élite cultivée. Ainsi, la seconde dédicace de reconnaissance placée en exergue vient rendre hommage, après l'armée, aux explorateurs et aux officiers des Affaires indigènes. Se construit ainsi la généalogie de toute étude réalisée sur ces territoires : à partir du travail en effet précurseur d'André Paris[1] – où le docteur, tout en effectuant ses tournées dans l'Atlas occidental, a produit d'admirables planches de dessins de portes, de chapiteaux et autres détails de façades ou d'intérieurs de demeures –, il cite le théoricien et homme de pouvoir Robert Montagne, dont les ouvrages ont fait date également en 1930 et qui ont diffusé les premières images de *Villages et kasbas berbères*[2]. Et puis les premiers travaux d'ethnologie d'Emile Laoust, non seulement celui des *Mots et choses berbères* (1920), mais aussi celui de l'habitat des *ksars* du Moyen Atlas et du

---

1. André Paris, *Documents d'architecture berbère*, Paris, Larose, 1925.
2. Paris, Félix Alcan, 1930. Les images et le texte sont la base de cet ouvrage de 1938, mais Henri Terrasse a expurgé tout ce qui pouvait apparaître trop rural ou misérabiliste, en privilégiant des photographies très cadrées sur le paysage et l'architectonique des bâtiments.

Maroc central. Il mentionne, en passant, d'autres noms que nombre de ses contemporains connaissent bien : notamment le géographe Jean Célérier, parmi les tout premiers à brosser un tableau complet de ces régions en reprenant les travaux des premiers géographes, il a découpé les territoires qui nous intéressent en "Vie des montagnards", "Ksouriens et grands nomades du Maroc saharien", Pays des "Steppes du Maroc oriental[1]". Henri Terrasse n'omet pas d'évoquer stratégiquement l'infatigable Frédéric de La Chapelle, agent de renseignement qui maîtrise les langues vernaculaires et qui, le premier, dressa le tableau politique du Sud marocain[2]. Il signale enfin Jean Dresch, qui publie au même moment avec Jacques de Lépiney *Le Massif du Toubkal*[3], premier guide d'alpinisme et de tourisme du plus haut sommet de l'Atlas. N'est-il pas celui qui créa dans les années 1930, envers et contre tous, une compagnie de transport qui permit les premières mises en activité touristiques de l'Atlas, depuis son versant nord ? Ce sont ces noms, cités de façon collégiale en ouverture, qui serviront de cadre de référence à ce texte et à toutes les recherches ultérieures.

MISE EN TOURISME DU SUD MAROCAIN

Dès les années 1920, avec la consolidation de pistes routières sur les deux axes du Tizi n'Tichka et du Tizi-n-Test et la mise en valeur de sentiers muletiers, des passionnés de la montagne (officiers, contrôleurs civils et élite du protectorat) ont en effet pris l'habitude de parcourir l'Atlas dès les premières fontes des neiges. Ils ont créé les premiers circuits touristiques de la montagne. La section bénévole du Club alpin du Maroc a inauguré l'ascension de tous les sommets du massif entre 1923 et 1930 et s'est occupée de la parution de cartes topographiques et touristiques à partir de 1932 :

> "En 1936, fut inauguré sur Oukaimeden un refuge d'altitude, pour les alpinistes et les skieurs ; un autre bâtiment était destiné à la formation des Tirailleurs marocains, skieurs devant prendre la relève des Tirailleurs alpins. Un embryon de station de sports d'hiver était né, aujourd'hui à moins de deux heures par la route de Marrakech. Dans le même temps, Imlil sur l'itinéraire de la voie normale du Toubkal devenait peu à peu le "Chamonix marocain". Pays de la "dissidence", le Haut-Atlas berbère s'est ouvert au tourisme sous la double tutelle de l'armée et des alpinistes, avec l'appui secondaire du Syndicat d'initiative de Marrakech[4]."

---

1. Georges Hardy et Jean Célérier, *Les Grandes Lignes de la géographie du Maroc*, Paris, Emile Larose, 1927, 216 p.
2. Frédéric de La Chapelle, "Un grand caïdat du Sud marocain", *Renseignements coloniaux*, 1927, p. 372-386.
3. Jean Dresch, Jacques de Lépiney, *Le Massif du Toubkal* (avec le concours de Théophile-Jean Delaye), Rabat, Paris, Office chérifien du tourisme, 1938, 235 p.
4. S. Boujrouf, I. Sacareau *et al.*, "Les conditions de la mise en tourisme de la haute montagne et ses effets sur le territoire. L'apport d'une comparaison entre le Haut-Atlas et le Népal mise en perspective à l'aide du précédent alpin (exemple du massif du Mont-Blanc)", in *Revue de Géographie alpine*, 1998, n° 1, p. 67.

H. Terrasse s'inscrit dans ce travail pionnier de mise en tourisme et l'étend aux zones fraîchement "pacifiées". Les photographies indiquent d'emblée que l'architecture de terre avait fière allure pour la majorité des sites. Ces photographies représentant les architectures les plus monumentales du Sud marocain forcent l'admiration : grandeur, majesté, solidité semblent avoir été les maîtres mots de la sélection qui se veut la plus représentative possible. Cependant, nous notons que les hommes sont les grands absents de l'ouvrage, parfois quelques personnages donnent l'échelle des lieux, mais la plupart du temps il ne s'agit que de minéralité. La composante humaine est évacuée, au profit des façades et des volumétries. Ce choix trahit un besoin de montrer d'abord des sortes de trophées rapportés de régions arrachées de haute lutte. La résistance des territoires berbères aura duré plus de vingt ans. Plus tard, lorsque les régions seront plus acquises, les scènes de genre se multiplieront et viendront renouveler cette iconographie alors très peu vivante, qui voudrait illustrer une histoire figée où les hommes – et leurs institutions – sont niés : un paysage pur.

Les photographies ne rendent pas compte de toute la richesse des lieux évoqués dans le texte, certaines régions en sont absentes, les greniers par exemple – hormis le photogénique grenier de Tasginnt (Anti-Atlas central) – tandis que la palmeraie de Skoura (Dadès et Imeghran) est surreprésentée, de même que Rissani (Tafilalet) dont les façades palatiales très ornées fascinent l'auteur désireux d'en accomplir l'étude iconologique. L'émouvant qsar de Tamnougalt des Mezguita, puissante tribu régnant depuis le XVIe siècle sur le Haut-Dra, est mentionné. Les réalisations des grands caïds, Taourirt, Telouet, Talaat n'Yakoub, sont révélées. Les absences témoignent de la fragilité des conquérants qui ne connaissent pas encore tout, qui ont entr'aperçu des régions où ils doivent encore conforter leur position. Le beau grenier des Id Issa, les vaisseaux de pierre des Oumribète aujourd'hui ruinés, alors inconnus, seront diffusés quelques années après la parution de l'ouvrage. D'autres architectures découvertes par les coloniaux mais non diffusées par la photographie sombreront en revanche dans l'oubli, comme la magistrale Tiguemmi n'Ouguelid (Dar Sultan) au-dessus de Taghjicht, dont l'échelle majestueuse est la même que Bab Rouah à Rabat.

UNE CONTINUITÉ DE CULTURES

Si les *ksars* et les kasbahs, très tôt identifiés, et très largement médiatisés par les lithographies et les peintures du groupe de "La Kasbah" dont fit partie Majorelle, ont été réinvestis à plus d'un titre – et continuent curieusement à l'être sous forme de pastiches, de coques vides de béton imitant les volumétries des constructions de pisé –, les greniers collectifs n'ont jamais été véritablement cités dans leurs dispositifs ou leurs formes non suffisamment archétypales pour être transposées directement dans la modernité. Les habitations groupées des villages de montagne (*agadirs* ou *ighrems*) et des oasis (*ksars*) ont cependant servi de modèles à une certaine conception de logements populaires collectifs du grand Casablanca.

Les architectures vernaculaires du Sud marocain ont très tôt été investies par la modernité : le rationalisme qui caractérise les recherches autour du logement collectif dans les années 1930 à 1960 s'inspire des *ksars* ou des "villages berbères". Jean-Louis Cohen a magistralement montré l'influence de l'architecture locale sur les architectes coloniaux ou post-coloniaux. Sans reproduire les pastiches d'édifices pittoresques existants, les architectes s'intéressent d'abord à leurs principes climatiques et aux modes d'habiter. C'est ce que l'on a appelé un "habitat adapté" : les formes construites réutilisant certains codes architecturaux traditionnels répondant à des habitus usent en même temps des matériaux et des formes de la modernité. Ainsi en est-il du fameux quartier des Habous de Casablanca, construit pour "l'indigène" dans le respect de ses pratiques. Avec ses cours intérieures identiques et régulières, les vues aériennes rappellent la médina ou le *ksar* présaharien. Les équipements de ce quartier, dessinés par Auguste Cadet, sont eux aussi directement référencés aux formes austères de l'architecture historique, le soin accordé à l'espace public est effectivement à la mesure des bâtiments collectifs rencontrés dans les habitats présahariens. En 1953, l'architecte Georges Candilis affirme ainsi dans une légende élaborée pour les CIAM au profit de "La cité verticale" que :

> "Les kasbahs du Sahara, les Ksours, villages fortifiés de l'Atlas, les greniers-citadelles collectifs reflètent cette aptitude des gens à vivre l'un à côté de l'autre en respectant l'intimité familiale, tout en gérant d'un commun accord les affaires d'intérêt commun[1]…"

Ainsi, dans ces architectures-manifestes où il est question de s'adapter aux besoins de la population tout en répondant aux règles prescrites par la Charte d'Athènes, la tradition n'y est-elle pas plaquée en un copié-collé, mais véritablement réinvestie en des formes innovantes, basées sur la qualité des espaces publics de ces régions où la solidarité règne, mais aussi sur les possibilités technologiques offertes par la modernité : immeubles à patios fermés ou à patios suspendus, tours de service, appartements en semi-duplex ou traversants, etc. De nombreux immeubles "testés au Maroc" traversèrent ensuite la Méditerranée pour rejoindre la France et firent école[2]. L'immeuble Nid d'abeille[3] du groupe ATBAT-Afrique (Carrières centrales, 1952), même s'il n'a pas connu la postérité escomptée, a été important dans les jalons posés dans l'histoire de l'architecture collective. De même, la façade de l'immeuble Sémiramis montre parfaitement comment les habitations sont desservies, tous les deux niveaux, par des coursives tandis que de petites baies la perforent ; complétées par un bandeau

1. Congrès international d'architecture moderne, 1953 : Aix-en-Provence, cité par Jean-Louis Cohen et Monique Eleb, in *Casablanca, mythes et figures d'une aventure urbaine*, Hazan, Paris, 1998, p. 325.
2. Voir les illustrations et commentaires de Jean-Louis Cohen et Monique Eleb, in "Les kasbas modernes de l'ATBAT-Afrique et le débat européen", *ibid.*, p. 324-343.
3. L'expression est employée par tous les géographes de la colonisation pour décrire les villages de montagne. R. Montagne décrit aussi des "nids de guêpe" renvoyant au matériau et aux formes auto-construites.

horizontal qui abrite un patio intérieur, elles permettent une ventilation et un ensoleillement optimal.

On pourrait encore démultiplier les exemples où un usage traditionnel incarné par une typologie particulière (médina, kasbah, *ksar*, village berbère) est détourné au profit de conceptions héritées du rationalisme, fonctionnant par cellules-types sur toutes sortes d'implantations urbanistiques, mais dont l'objectif est de répondre à l'usager tout en lui offrant le "confort moderne", auquel de toutes les façons, au fil des années, il trouvera légitime d'aspirer.

Malgré ce beau travail et ce cycle de reconnaissances entamé par Henri Terrasse et ses amis, malgré l'effort conservateur des années 1950, malgré le fait que ces kasbahs ornées constituent très tôt la marque de fabrique de ces territoires et l'imagerie touristique du Maroc, ces hauts lieux de la culture rurale traditionnelle, uniques au monde, furent abandonnés pendant des années au point qu'on les croit définitivement perdus. Fort heureusement, à l'aube du troisième millénaire, d'abord dans les gorges et la vallée du Dadès, le Haut Dra et les contreforts atlassiques, grâce au tourisme, des séries de réhabilitations ou de constructions en matériaux traditionnels voient le jour (hôtels de luxe et maisons d'hôtes, multitude de gîtes ou d'auberges, ecolodges, campings dans les palmeraies, etc.). Pour ce nouvel engouement touristique qui sauve véritablement ce patrimoine, le produit "kasbah" oscille entre une modernité affichée et un retour à l'authentique systématique. Tout au long du XX[e] siècle, le patrimoine bâti monumental des vallées présahariennes aura ainsi connu diverses évolutions, des sauvetages traditionnels au bricolage, en passant par le réinvestissement progressif de l'objet ancien en "l'améliorant" pour forcer son authenticité, jusqu'aux résines et autres décors grandeur nature de cinéma. La mise aux normes d'hébergement récemment préconisée par le ministère du Tourisme accuse davantage encore le trait.

Le Sud marocain est ainsi le lieu d'un imaginaire fécond où la kasbah occupe une position d'artefact, lieu d'une appropriation et de manipulations nombreuses ; explorer les rapports entretenus à son endroit permet de saisir, aujourd'hui, le champ de ce mot et de cet objet dans la société marocaine et dans la société occidentale.

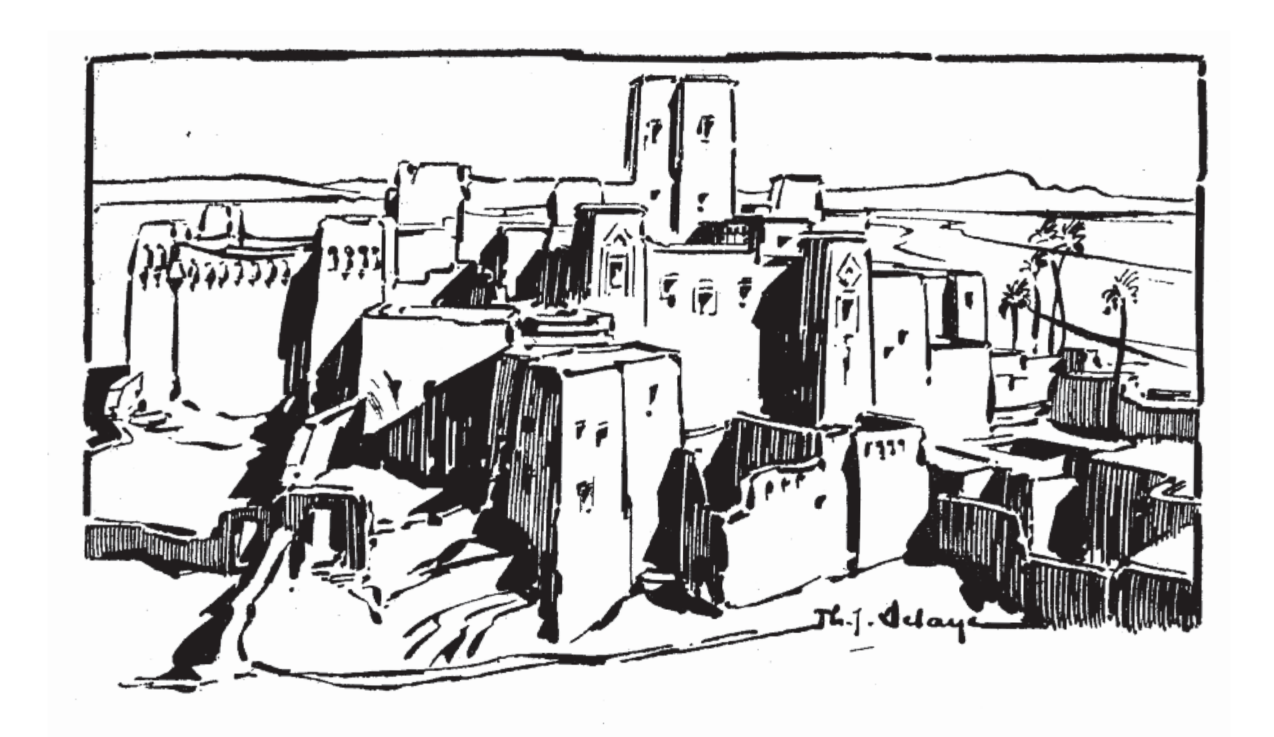
QUELLE POSTÉRITÉ POUR LES TRADITIONS CONSTRUCTIVES DU SUD MAROCAIN ?

Ce livre a mis en valeur pour la première fois l'exemplarité des constructions vernaculaires du Sud et de l'Atlas. Chacune témoigne en effet du "génie du lieu", cette capacité à tirer parti du potentiel naturel d'un site ou d'un territoire. Nées du paysage dont elles semblent un ultime avatar, les architectures, construites avec les matériaux disponibles sur place, sont vivantes. La pierre et la terre crue firent l'objet de mises en œuvre particulières qui donnèrent naissance autrefois à des formes remarquables difficilement transposables dans le contexte constructif de la modernité. Cependant, même si les sociétés évoluent, le matériau

terre aujourd'hui perdure, dans des mises en œuvre souvent très basiques, malheureusement réservées à des architectures sans prestige aucun, au contraire de celles mises en valeur ici (maison de l'humble, étable, murs d'enceinte). Parfois des tentatives plus ambitieuses font renaître les procédés : l'observatoire monumental en pisé ou la Cité d'Orion de Han Voth à Erfoud (1999), les petites demeures en terre de la palmeraie de Marrakech (1988-1992) d'un Elie Mouyal nourri de la pensée de Hassan Fathy, ou encore la maison Farid Belkahia dessinée par Abderrahim Sijelmassi. Mais cela reste très en marge de sociétés qui ont désormais honte de ce matériau trop complexe à utiliser et qui porte les stigmates de la misère, de la fragilité et de la déchéance sociale. Revoir ces photographies somptueuses ne réconcilie-t-il pas avec un matériau qui a produit des formes d'une grande intelligence ?

Gageons que ce patrimoine, redécouvert grâce à la réédition de l'ouvrage, permettra aux nouvelles générations de s'inscrire dans l'épaisseur d'une culture sage où l'architecture, "fille du paysage", était d'abord une adaptation fonctionnelle à un climat et à un matériau. En s'intéressant aux formes, aux volumétries, aux typologies, à la rhétorique d'une expression vernaculaire authentique, l'architecte ne retient bien souvent que l'essence d'un langage, une esthétique avant tout formelle ; en revanche, en s'intéressant aux hommes, aux façons de vivre, l'architecte soigne d'autres paradigmes plus ontologiques ou plus anthropologiques que plastiques.

SALIMA NAJI,
architecte DPLG,
docteur en anthropologie de l'EHESS.



CHAPITRE PREMIER

LES ARCHITECTURES BERBÈRES ET LEUR RÉPARTITION DANS LE SUD MAROCAIN

I. — *LE PROBLÈME DES ARCHITECTURES BERBÈRES*

Les humbles passent souvent inaperçus dans leur propre pays. Tandis que les monuments élevés en Berbérie par Rome et par l'Islam ont fait, depuis un demi-siècle, l'objet de nombreuses études, les architectures foncières de l'Afrique Mineure ont eu pour partage le silence qui pèse sur les parents pauvres.

En Algérie, les tentes des nomades parurent d'abord résumer toute la vie et toute la noblesse du pays : les demeures des sédentaires algériens, longtemps confondues sous le vocable imprécis et méprisant de « gourbi », semblaient aussi rudimentaires et banales en leurs dispositions que dénuées de beauté en leurs formes.

L'injuste abandon où furent longtemps laissées les architectures berbères n'est pas seulement une conséquence de la « légende arabe » qui a si longtemps faussé notre